

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/223

5 mai 2003

(03-2376)

Conseil du commerce des services

Original: espagnol

COMMUNICATION DE L'URUGUAY

Acceptation du cinquième Protocole

La délégation de l'Uruguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

La Délégation permanente de l'Uruguay auprès de l'Office des Nations Unies, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des organisations internationales à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'OMC – Division du commerce des services – et a l'honneur de se référer au cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services.

À cet égard, nous faisons savoir que, par la promulgation de la Loi n° 17.618 du 10 janvier 2003, le gouvernement de la République orientale de l'Uruguay a approuvé le cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services, le pouvoir législatif ayant chargé le pouvoir exécutif d'effectuer, au moment de déposer l'instrument de ratification correspondant, la déclaration interprétative ci-après de la République orientale de l'Uruguay concernant le cinquième Protocole: "La République orientale de l'Uruguay considère que les assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, régies par la Loi n° 16.074 du dix octobre mil neuf cent quatre-vingt-neuf, sont visées par le tiret ii) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'Annexe sur les services financiers et se trouvent par conséquent exclues du champ d'application de l'Accord général sur le commerce des services."

Vu ce qui précède, l'Uruguay demande que la réouverture du cinquième Protocole en vue de son acceptation soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil du commerce des services, et demande également au Secrétariat de l'OMC d'établir le projet de décision pertinent.
